

Étant donné l'importance de ces élections, le très honorable premier ministre envisage-t-il la possibilité d'ajourner les travaux de la Chambre le 29 avril, afin de permettre aux députés, ainsi qu'aux employés fédéraux qui demeurent au Québec, de pouvoir s'acquitter de leur devoir de citoyens?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je ne pense pas que la suggestion soit coutumière, mais, quant à nous, du parti ministériel, nous avons pris des dispositions à l'effet que si, par hasard, quelques députés étaient absents ce jour-là,—pour rester dans le Québec—nous pourrions nous organiser pour ne pas trop regretter leur absence.

LA GALERIE NATIONALE

PROPOSITION D'ENLÈVEMENT DE PLAQUES PORTANT DES INSCRIPTIONS GROSSIÈRES

[Traduction]

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné le langage incroyablement grossier utilisé sur les plaques murales en fer galvanisé actuellement en montre au rez-de-chaussée de la Galerie nationale des arts, demanderait-il au secrétaire d'État de prendre les mesures nécessaires afin que les vingt-quatre notes horaires des œuvres de Greg Curnoe soient enlevées immédiatement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je prendrai cette question comme préavis, monsieur l'Orateur.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—L'ANNONCE PAR L'ALCAN D'UNE HAUSSE DES PRIX DE CERTAINS ARTICLES EN ALUMINIUM

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question était destinée au ministre de la Consommation et des Corporations, mais comme elle intéresse de loin le ministre de l'Industrie et du Commerce, je vais la lui poser. Comme l'Alcan a annoncé une hausse des prix sur les marchés d'exportation pour divers produits de l'aluminium et qu'elle songe à revoir la structure des prix au Canada, le ministre dirait-il si les fonctionnaires de son ministère ou du ministère de son collègue le ministre de la Consommation et des Corporations discutent la question avec l'Alcan afin qu'il ne soit pas nécessaire, après coup, de rescinder des changements de prix?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Mes fonctionnaires ont

communiqué ce matin avec l'Alcan et l'entretien a montré que la compagnie ne fait en ce moment qu'étudier la possibilité d'accroître ou de tenter d'accroître le prix de ses produits au Canada, de sorte que les choses n'en sont qu'au stade de l'examen.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES RUMEURS DE DUMPING DE SOUFRE CANADIEN SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, tandis que j'ai la parole, je confirmerai la réponse que j'ai donnée hier au député d'Edmonton-Ouest au sujet d'une protestation éventuelle des États-Unis contre le prétendu dumping de soufre canadien sur le marché américain. Le gouvernement n'a pas reçu de protestation du gouvernement des États-Unis à ce sujet.

[Plus tard]

L'hon. M. Lambert: Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser. Pour ce qui est de la réponse du ministre au sujet du soufre, il dit qu'aucune communication ou protestation officielle n'a été reçue des autorités américaines; mais sait-il qu'on a protesté aux États-Unis contre le prétendu dumping de soufre canadien et, si oui, ne trouve-t-il pas que cela rappelle les événements qui ont précédé l'histoire de la potasse, et que la solution extraordinaire dans ce cas-là ne devrait pas se renouveler dans le cas du soufre?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, on me dit que les prétendues protestations de certaines compagnies américaines n'ont même pas été signalées au gouvernement des États-Unis; aussi, il serait difficile pour nous de protester contre une plainte qui n'a pas été portée.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES EXPÉDITIONS DE MÉDICAMENTS AU VIETNAM

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je tenterai aussi de répondre à une question qui a été posée hier par l'honorable député de Regina-Lake Centre, à propos du refus de permettre l'exportation de médicaments au Vietnam du Nord. J'avais alors l'impression que le député était mal informé. Je suis maintenant en mesure de confirmer que des permis d'exportation ont été accordés au comité canadien d'aide médicale de l'Église